

A qui profite la crise?

ALORS, CRISE OU PAS CRISE? Il semblerait que la menace de la « tourmente financière » risque de faire s'envoler une croissance qualifiée d'exceptionnelle par les économistes, ces conseillers des maîtres! Il faut dire que sur l'ensemble des dix-huit derniers mois, la croissance des entreprises française est effectivement allée bon train : entre janvier 1997 et mai 1998, la production industrielle a progressé de 9% (chiffre tiré d'une étude commandée par le C.N.P.F.). Autant dire que les profits ont suivi, d'autant plus que, dans le même temps, les exonérations de charges (les aides dites à l'emploi) ont également continué de progresser en faveur, par définition, des employeurs!

La crise, un prétexte de plus de 30 ans!

La crise semble donc tomber à pic pour dissuader les salariés de demander leur dû. On en va pas refaire ici l'histo-

rie d'Asie du sud-est entre autres) grimpaient à 8, 10, 12%, et ce dès le début des années soixante! En fait, le système productif et financier capitaliste se réorganisait à l'échelle planétaire.

Relevons aussi que, dans nos contrées, les taux de 2% ne signifiaient pas un arrêt de l'accumulation des richesses, bien au contraire! En réalité, comme l'affirme, dans un récent dossier, le toujours très capitaliste journal *Les Échos* « jamais le volume des richesses créées depuis le premier choc pétrolier, en 1973, n'a été aussi élevé. Le PIB de la plupart des pays du monde, mesuré en dollars constant, s'est autant accru de 1973 à nos jours qu'au cours des Trente Glorieuses (la période allant de 1945 à 1975) ». C'est donc une vérité reconnue même par nos ennemis de classe : s'il y a mutation, il n'y a jamais eu de crise du profit ! La production globale des richesses au niveau planétaire a toujours été largement suffisante pour assurer à chaque individu une vie non seulement décente mais confortable! Cela dit, il est clair que

celle qui pourrait, aujourd'hui, faire des affirmations dans ce domaine. Mais que voyons-nous? Partout, la déréglementation sociale fait rage, partout les États privatisent les services publics. Dans de très nombreux secteurs économiques (les banques, les assurances, les télécommunications, les industries pharmaceutiques, les industries d'armements) de vastes opérations de regroupements ont lieu. La guerre économique, plus que jamais mondiale, impose aux bourgeoisies de créer de nouvelles machines de combat : c'est d'ailleurs dans cette optique que doit s'analyser la construction européenne.

Dans cet affrontement continu entre firmes multi et transnationales, on ne peut s'étonner que tout devienne possible. Dans ce monde merveilleux où s'impose la Loi du *Capital-killer*, les cartes peuvent, à tout instant, être redistribuées (d'ailleurs, les États-Unis n'ont pas créé en avril un nouveau groupe des 22 réunissant au G7, 15 pays « émergents », choisis par Washington!). Des

• P.A.C.S. :
• ce qu'il en reste

page 4

• Russie :
• les dégâts sociaux

page 5

• Budget 99 :
• Jospin copie Balladur

page 8



rique de la crise apparue dans le milieu des années 70, mais rappelons simplement que ce phénomène marquait, avant tout, la fin d'un modèle de croissance forte, dans les vieux pays industrialisés, et une accélération sans précédent de la mondialisation des échanges et de la production! Ce ralentissement de la croissance était en effet tout relatif, car les taux de croissance des « Nouveaux pays industrialisés » (Les « NPI »

les fameuses « turbulences » cycloniques du capitalisme n'ont pas les mêmes conséquences pour tous. Comme dirait Coluche, la misère a bizarrement tendance à s'acharner sur les pauvres, que ce soit en Russie ou en Asie, en Afrique ou en Europe, en Amérique latine ou aux États-Unis!

Une redistribution mondiale des cartes?

A partir de ces considérations, on peut se demander si le « séisme » actuel — qui bien évidemment n'a rien d'une catastrophe naturelle! — ne serait pas le (premier?) signe d'une nouvelle phase de mutation, encore plus profonde du système capitaliste? Bien malin celui ou

places fortes, industrielles et/ou financières peuvent périr et être remplacées par d'autres. C'est ce qui se passe dans la zone asiatique. Le Japon, véritable symbole jusqu'à nos jours de la compétitivité absolue et triomphante, peut tout à fait rentrer dans une phase de régression durable, et s'effondrer (sur les 12 derniers mois, la production industrielle japonaise a reculé de presque 10%). Cette zone économique où régnait Hong Kong et la bourgeoisie japonaise peut fort bien être dépassée par ses concurrents ; les changements de direction des mouvements de capitaux se traduisant alors par le type de krach boursier actuel. Comme on le voit, la crise n'est pas désordre, elle est réorganisation, elle n'est pas synonyme de difficultés du

••• page 8

EDITORIAL

Impossible d'ouvrir la radio ou de lire la presse sans échapper aux commentaires relatant le début du procès de ce qu'il est convenu de nommer « l'affaire de la fusillade nation-Vincennes ». Folle équipée meurtrière qui fit cinq morts dans la nuit du mardi 4 octobre 1994. Dans l'émotion des événements le ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua, s'est empressé de fustiger ces « jeunes marginaux, (...) animés de pensée anarchiste et voulant détruire la société ». Anarchiste, le mot était lâché et il était facile de comprendre que derrière cette affaire on tentait de criminaliser un mouvement social et politique. Pourtant, il était évident que la question n'était pas là. Cette histoire, c'est celle d'un drame. Un drame social, collectif et individuel. Un drame qui reflète derrière une révolte réelle l'angoisse de toute une frange de la jeunesse devant une société en mal d'avenir et qui respire la misère et l'ennui. Une révolte nourrie par la galère des boulots précaires, des logements pourris comme le squat de Nanterre et par une haine du flic acquise quelques mois plus tôt dans les manifestations anti-CIP et la violente répression qui les accompagnait. Aujourd'hui la justice et les médias s'interrogent, posent des questions, cherchent à comprendre, se demandent pourquoi, alors que l'évidence d'une société en crise et de leur fuite en avant, désespérée et sans issue, pour tenter de sortir de la galère crèvent l'écran. Que peut-on attendre d'une telle mise en scène juridico-médiatique si ce n'est qu'une jeune fille qui a déjà laissé sa jeunesse et une partie de sa vie sur le pavé parisien ne soit transformée en mort-vivant dans les isoloirs sans fin de la perpétuité. Tout cela pour légitimer un système qui est pourtant le responsable de tels drames humains. On peut d'ailleurs se souvenir qu'à une autre époque la justice fut plus clémente lorsqu'elle décida d'amnistier les assassins de l'O.A.S. dans un souci d'apaisement. Des individus dont les crimes relevaient pourtant d'une autre nature, organisés, planifiés et assumés collectivement. Si la révolte peut être réelle et légitime on voit bien que toute seule elle ne peut mener à grand chose et même pire, lorsqu'elle se transforme en isolement, elle peut devenir une impasse... une impasse qui peut être mortelle ; sans issue individuelle ni collective. Etre anarchiste c'est bien au contraire tout faire pour ne pas en rester là, pour s'efforcer de passer de la révolte à la révolution. Comprendre que c'est seulement par la prise de conscience collective, par le développement d'un mouvement social construit au fil des luttes, porté et assumé collectivement ainsi qu'animé d'un projet de société que nous pourrions changer les choses et retrouver espoir dans le futur.

ISSN 0026-9433 - N° 1133

M 2137 - 1133 - 10,00 F



FOP 2520

S.E.L et gratuité, de véritables solutions !

EN 1994, ON DÉNOMBRAIT EN France environ 5,5 millions de personnes (1) vivant en deça du seuil de pauvreté (3760 F/mois) (2). Parmi ces individus se trouvaient, et se trouvent toujours, des chômeurs, des retraités, des étudiants mais aussi de plus en plus de salariées à temps partiel ainsi que de nombreux intérimaires. Ces dernières représentant à eux seuls 1,2 millions de personnes employées pour l'équivalent de 390 000 postes à temps plein (3). Deux groupes « d'agents économiques » se distinguent alors : d'une part, des salariés à temps plein occupant des fonctions spécialisées (informatique, haute technologie, enseignement...), et, d'autre part des sans-emploi (volontaires ou non) et des travailleurs/ses pourvus de postes précaires (saisonniers, intérimaires...) pour lesquels les tâches à accomplir sont non mécanisables, dévalorisantes et le plus souvent aliénantes. Notons que la raréfaction de postes

à plein temps amène un fort accroissement du chômage mais aussi du nombre de postes à temps partiel (4) pourvoir (+30% depuis le début 1997) (4). Dès lors, se pose le problème de la subsistance des personnes du second groupe. Comment subvenir aux besoins inhérents à l'existence même (nourriture, santé, habillement...) des sans-emploi et des précaires ?

Revenu d'existence et allocation universelle

Les économistes libéraux tel Milton Friedman, bien loin de vouloir faire dans le social, cherchent à apaiser la colère des laissés pour compte de l'économie tout en tirant, comme il se doit, un profit maximal. C'est pourquoi, ils avancent l'idée d'un revenu d'existence faible, de manière à stimuler les individus à la recherche active d'emploi. Ceux-ci se verraient en échange proposer des postes à temps partiel et faible-

ment rémunérés, car toute « mesure sociale » doit s'accompagner de contrepartie pour les employeurs, en l'occurrence ici, une baisse du coût du travail. Mais la baisse du coût du travail ne suffit pas si elle n'est pas assortie d'une déréglementation du marché du travail (abolition du droit de grève, facilité à l'embauche mais surtout au licenciement, etc.).

En fait, il faut considérer ce revenu d'existence comme une subvention ou un « impôt négatif » versé aux patrons. Le chômeur ne pouvant vivre correctement de ce revenu, est alors obligé d'accepter un emploi ; le plus généralement précaire, faiblement payé mais lui assurant un « revenu complétif ». Mais pour ceux qui se satisferont de cette maigre aumône, il faut savoir que chez les libéraux, on n'a rien sans rien. C'est ainsi qu'à l'instar du « workfare » mis en place aux États-Unis en 1997 supplantant le « welfare » (programmes fédéraux d'aides sociales), les libéraux proposent que chaque bénéficiaire du revenu d'existence soit dans l'obligation d'effectuer environ 20 heures de TIG (travaux d'intérêt généraux) par semaine. Les individus ont « des droits mais aussi des devoirs » (sic). On comprend alors mieux l'intérêt porté par les patrons à ce genre de thèse. Ce revenu d'existence sert surtout à canaliser la fronde grandissante des chômeurs/ses tout en assurant le rêve libéral de la déréglementation totale des marchés, notamment de celui du travail.

Sur ce, notre opposition ne peut qu'être claire et facile à formuler. Les choses se compliquent un peu avec l'approche sociale de Philippe Van Parijs et de Jean-Marc Ferry qui prônent l'instauration d'une allocation universelle. Allocation versée mensuellement à tous les membres d'une même communauté (le plus souvent, communauté nationale) de la naissance à la mort. Celle-ci permettrait à toutes et tous de vivre « décemment » tout en développant un « secteur quaternaire » regroupant des activités culturelles, artistiques et sociales. Le temps libéré de la recherche d'emploi serait alors dispensé au développement « d'initiatives individuelles » et permettrait ainsi une resocialisation des personnes tombées dans l'exclusion (« trappe à chômage »).

Bien évidemment, l'allocation universelle est selon ses instigateurs, Philippe Van Parijs et J. M. Ferry, d'un montant suffisamment élevé de manière à ce que les personnes ne soient pas dans l'obligation de chercher « un revenu complétif ». Elle est considérée, dans ce cas, comme un « revenu substitutif » au salaire touché quand il y a emploi. Cette

base financière décente, met donc la personne désirant travailler en « position favorable de négociation avec les employeurs » (5) en ce qui concerne les conditions de travail, les salaires, les congés, etc. Cette approche sociale est donc antagoniste à l'approche libérale, et sur le fond et sur la forme. Elle apporte surtout une réflexion nouvelle quant à la notion travail et au rapport emploi/revenu.

Version critique

Mais dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'ersatz de solutions qui doivent nous paraître inacceptables dans la mesure où elles gèrent le système d'économie de marché sans pour autant le remettre globalement en cause. Certes l'approche sociale peut-être qualifiée de « réformisme radical » quant à la destruction du couple emploi/revenu. Elle apporte un réel « droit au travail » dans le sens où l'on peut accepter ou pas un emploi. Mais elle met en place une reconnaissance et une institutionnalisation, pure et simple, de la misère économique et sociale.

Au lieu de tirer vers le haut pour une amélioration de la vie de toutes et tous, Van Parijs et Ferry gèrent par le bas. L'allocation universelle peut aussi être considérée comme un moyen supplémentaire d'assister la population, comme le font déjà très bien le Secours populaire et les Restos du Cœur.

Et que dire quant au fait que l'État va pouvoir instrumenter la sphère publique, comme il le fait déjà, mais aussi la sphère privée par le simple fait que l'allocation universelle sera versée quelque soit le type d'activité exercée par la personne ; travail artistique, intellectuel, productif, « reproductif », farniente... Ne nous dirigeons-nous pas vers un régime où l'immixtion de l'État sera telle que nous nous rapprocherons d'un système totalitaire (1984 de Georges Orwell) ? Quant au financement de cette allocation universelle, selon Van Parijs et Ferry, il sera en partie assuré par des écotaxes (taxes sur la pollution), par la baisse des dépenses sociales... mais aussi par une taxation, de type TVA, sur les échanges commerciaux. Sachant que cette allocation sera versée de manière égalitaire, j'y vois d'ailleurs un égalité négative, l'amputation du revenu global (revenu du travail + allocation universelle) sera de conséquences moins importantes pour ceux qui travaillent et gagnent correctement leur vie, que pour ceux qui ont fait le choix de ne pas avoir d'emploi. Une fois encore, les pauvres banquerotent.

Pour toutes ces raisons, l'allocation universelle est inadmissible dans ces différentes formes proposées. De même, les revendications des chômeurs/ses sur la hausse des minima sociaux, toutes aussi légitimes qu'elles puissent être, sont inacceptables pour les militantes libertaires. Elles ne font qu'asseoir la position centrale de l'État sans à aucun moment remettre totalement

en cause les rapports marchands et le système capitaliste.

Pistes de solutions

Quelles solutions alors apporter face à la grogne des chômeurs et des précaires ?

Nous ne pouvons rester sans argument face à ce mouvement social, sous prétexte de perdre le peu de crédibilité acquise et de voir la lutte se diriger dans une direction qui ne nous convient guère.

La gratuité me semble être l'unique argument valable : gratuité de la nourriture, gratuité des transports, du logement, de l'habillement, des biens de santé, de l'éducation, etc. Les effets quant à la notion travail sont les mêmes. Une fois que chaque personne possède ce dont il a besoin pour vivre, il peut décider de travailler ou pas, sans avoir en tête le problème lancinant de la survie.

Un réel « droit au travail »

De plus, cette gratuité apporte une disparition du rapport marchand dans la force de travail (n'en déplaise aux communistes), dans la création ou dans le relationnel ; tout travail ne sera pas agrémenté d'une part pécuniaire comme cela est le cas de manière insidieuse avec l'allocation universelle.

Disparition du rapport marchand donc, accompagnée d'une remise en cause du système capitaliste dans lequel la gratuité est jusqu'à présent bannie : « on ne peut rien avoir sans rien ».

Ces biens seront donc financés dans un premier temps par les entreprises forcées de prendre le « coût » à leur charge, et plus tard, on peut espérer que dans un système libertaire les échanges de biens, services et savoirs (tels les SEL ; Système d'Échanges Locaux) pourront remplacer et abolir la notion de coût.

Dès lors, la gratuité appliquée aux biens nécessairement et socialement utiles, pourra s'étendre. Concrètement une personne désirant de la bouffe, des fringues, une télé (parfaitement inutile), de la musique (inutile pour certains) ou un coup de main pourra voir son souhait accompli. Pour peu qu'elle se soit trouvée un autre personne désireuse d'échanger un autre type de biens, ou désirant un échange unilatéral (sans contrepartie).

Finis les rapports marchands, fini l'exploitation, fini le salariat, fini l'emploi... place aux rapports humains et à la liberté.

Nikopol. - groupe Humeurs noires (Lille).

- (1) Voix Du Nord du 1^{er} avril 1998.
- (2) Seuil de pauvreté = Revenu médian (revenu partageant exactement la population en 2 groupes : un groupe au revenu plus élevé, l'autre au revenu plus faible) divisé par 2.
- (3) Alternatives économiques 4 avril 1998 n°158 : « L'intérim est mauvais pour la santé » de V. Devillechabolle.
- (4) Idem.
- (5) L'allocation universelle, pour un revenu de citoyenneté. J. M. Ferry, Ed. Cerf, Coll. Humanités.

abonnez-vous!

Autorisation de prélèvements

- 80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73		ORGANISME CREANCIER PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris	
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)			
NOM	Prénom		
N°	Rue	Localité	
Code postal			
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)			
NOM	Prénom		
N°	Rue	Localité	
Code postal			
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER			
Etatis	Codes	Guichet	N° de compte
			CR RIB

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Sans-papiers : les illusions perdues

FACE À LA MOBILISATION POUR la régularisation des sans-papiers qui s'est poursuivie dans l'hexagone pendant l'été, le gouvernement souffle le chaud et le froid. Il allège par deux nouvelles circulaires les critères de régularisations, mais continue d'expulser et de s'en prendre aux soutiens des immigrés en lutte. Le recul actuel du gouvernement n'est pas étranger à l'importante mobilisation qui a marqué l'actualité de cet été : Les occupations du temple des Batignolles, de la noncature du pape, du siège du Parti socialiste (voir *Monde libertaire* n° 1130, p.3). Le soutien inattendu du Vatican, de la gauche morale et

humanitariste mobilisée par le réseau L.D.H. (Ligue des droits de l'homme) et la médiatisation ont placé l'entourage ministériel de Jospin à se positionner pour une révision des critères de régularisation (M. Aubry, C. Trautman, D. Voynet...). Parallèlement, les déclarations démagogiques et tactiques de Charles Pasqua en faveur d'une régularisation globale de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande, situait la gauche plurielle en porte à faux. La position bornée et inflexible de Jospin ne peut se comprendre jusque là qu'en se plaçant dans la perspective des élections européennes de 1999 et prési-

dentielle de 2002. La gestion des crises et mouvements sociaux restant on ne peut plus classique pour le gouvernement. Il lui suffit de céder un peu lorsque le rapport de force augmente pour mieux bloquer quand il se calme. Dans cette logique, le ministère de l'intérieur a adressé aux préfets, au cours des deux dernières semaines d'août, deux circulaires allégeant les critères de régularisations. Ces circulaires doivent leur naissance à la commission consultative créée mi-juillet et présidée par le conseiller d'État J.M. Galabert (P.S.). La création de cette commission par le ministère de l'Intérieur est un superbe piège politique dans lequel

est tombé entre autre la L.D.H. Légitimé par un appel d'intellectuels et de personnalités parmi lesquelles P. Bourdieu et E. Balibar, il fait l'objet d'un consensus assez large dans lequel le P.C.F inscrit son adhésion sans subtilité. Jusqu'ici laissé à la discrétion des préfets, cette commission a assoupli les critères de régularisation définis par la circulaire Chevènement. Ces deux circulaires s'inscrivent dans une logique de régularisation au cas par cas. La circulaire du 15 août corrige cinq points à l'origine de nombreux refus : La nature des ressources des sans-papiers depuis le début de leur séjour, l'acquittement des obligations fiscales, le traitement des couples sans enfants, la durée et continuité des séjours et l'existence d'une période de séjour en situation irrégulière.

La deuxième circulaire concerne les points suivants : les étrangers malades, les conjoints français, les jeunes entrés hors regroupement familial, les parents nés après l'entrée en vigueur de la circulaire du 26 juin 1997, les personnes frappées d'interdiction du territoire (le Monde 16-17 août et 23-24 août 1998).

Arbitraire et cynisme

Malgré cela, les réponses aux recours auprès des préfets ou du ministre de l'Intérieur sont toujours formulées de la même manière : « fautes d'éléments nouveaux, votre recours est rejeté ». Avec cynisme, les arrêtés de reconduite à la frontière (APRF) arrivent par centaines tous les jours. Le paradoxe, c'est qu'un sans-papier peut recevoir ses refus (préfecture, ministère) et en même temps être convoqué, dans le cadre de la nouvelle loi, pour recevoir sa carte de résidence d'un an. Ce jeu administratif particulièrement subtil est

politique. Il consiste à faire croire à certains que le gouvernement a voté une loi dite Chevènement favorable à la régularisation des sans-papiers.

Bien que les circulaires d'août invitent les préfets à réexaminer le cas de 70 000 déboutés, l'estimation et l'annonce par le ministère de l'Intérieur de 10 000 à 15 000 régularisations supplémentaires doit être prise pour ce qu'elle est : une supercherie. En toute évidence, ces régularisations auraient dû être par l'application des circulaires ! Le ministère poursuit sa logique. Les circulaires ont été volontairement appliquées de manière restrictive pour permettre à Jospin de faire croire à une gestion plus conforme à une politique de gauche, alors que Chevènement déclarait que « l'ultra-gauche et l'extrême droite », seuls d'après lui à faire du problème des sans-papiers un enjeu politique, se mettent « hors du champ républicain ». Il signifie ainsi que le débat est clos.

Il se prépare pour la rentrée une répression évidente contre les mouvements de soutien et de lutte. Malgré les tentatives de divisions intentées avec l'assouplissement factice des critères de régularisation, la recherche d'un interlocuteur unique par le gouvernement est rendu impossible par la multiplicité des collectifs et de leurs choix stratégiques. Seule la volonté des sans-papiers de conserver leur autonomie rend possible sur le long terme une lutte difficile à cerner par le pouvoir. Plus que jamais un second souffle est nécessaire pour une régularisation immédiate et totale à partir d'une refonte de l'ordonnance de 1945 sur l'immigration permettant la libre et entière circulation des personnes à travers les frontières.

Michel Sahuc. - groupe « La Sociale » (Montpellier)

SANS-PAPIERS, OCCUPEZ LE STADE DE FRANCE



En bref

- Le numéro spécial de la revue CLAAAAASH sur « Des femmes et des homosexuel·e·s contre l'extrême droite » est toujours disponible pour 50 F à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) ou par correspondance pour 65 F.
- Le numéro 4 du Communard, journal édité par le groupe de Metz de la F.A. vient de paraître. Il coûte 5 F (abt. 6 mois : 15 F ; un an : 30 F). c/o CRES - B.P. 113, 54510 Tomblaine.
- Un quatrième groupe vient de se constituer au sein de l'Union locale de Lyon de la F.A. Celui-ci est implanté sur la commune de Villeurbanne. Pour le contacter : Groupe Lucia Saornil c/o La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, 69 001 Lyon.
- Le groupe F.A. de Nantes tient une permanence le premier mercredi de chaque mois de 19 à 20 heures au Local, 16, rue Sanlecques.
- Permanences de la bibliothèque du groupe Louise Michel tous les samedis de 15 h à 17h30. La Rue, 10 rue Robert-Planquette, 75018 Paris (M° Blanche ou Abbesses)
- Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste ? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

Faits d'hiver Braves bêtes!

L'ADHEPA (association des directeurs d'hébergement pour personnes âgées) vient de découvrir, après quelques années d'expérimentations dans une trentaine de « résidences » pour personnes âgées et des trains entiers de rapports socio-trucs et psy-machins, que la présence de chiens dans les maisons de retraite mettait un peu de soleil dans le regard, ordinairement en berne, de ses pensionnaires.

Le réformisme gestionnaire ne reculant devant aucune dépense somptuaire, ce sont donc désormais soixante « chiens collectifs » qui vont être entraînés chaque année pour « garder » les vieux et mettre un peu d'HUMANITE dans la honte de ces usines de l'ABANDON organisé que sont tous les mouvoirs.

Braves bêtes!

À Delitzsch, en Allemagne, un berger, venu porter plainte pour le vol de ses animaux s'est retrouvé embastillé séance tenante.

Le bougre avait, en effet, été jadis condamné par contumace pour défaut de paiement d'amendes.

À l'évidence ce nomade à l'adresse aléatoire n'avait tout simplement pas plus reçu les avis de paiement que la convocation au tribunal. Mais c'est une autre histoire! Une histoire d'humains!

Quoi qu'il en soit notre berger se trouvant contraint de tâter de la paille humide du cachot, ses deux mille moutons se retrouvèrent, eux, carrément à l'abandon.

La maison poulaga d'outre Rhin, un instant désorientée devant une telle situation, s'est cependant très vite ressaisie et a envoyé quelques poulets ordinaires jouer... les « bergers allemands ».

Braves bêtes!

Jean-Marc Raynaud

Les « PACSistes » l'avaient pensé, ce que la gauche plurielle en a fait...

LE PACS OU LA RÉVOLUTION des mœurs annoncée et ce qu'il en reste : un os à ronger, nos yeux pour pleurer et la rage pour gagner!

Issu des revendications des associations de femmes, d'homos et d'individus contre les institutions, la famille ou mariage, le CUS, après diverses appellations a fini en PACS. Lorsque la gauche plurielle se réappropria le pouvoir en mai 1997, elle ne peut éviter de travailler sur un texte de loi qui va dans le sens du poil des « CUSsien(ne)s » qu'elle a beaucoup sollicité lors de sa propagande de charme préélectorale. Le projet reste un certain temps (presque un an) en gestation sur divers bureaux de présidents de commissions de l'Assemblée.

Au début de son règne, le nouveau gouvernement a bien d'autres chats à fouetter. À commencer par faire du pied au grand capital et oublier au plus vite les promesses faites aux associations de chômeurs qui ne sont pas pour rien dans le triomphe électoral « pluriel ». Une fois de plus, l'homme de la rue s'est fait baisser par le politique...

Mais, revenons-en au PACS. En avril 1998, le dossier sort de sa longue sieste quand Matignon reçoit une pétition prétendument signée par 12 000 maires. Il ne faut pas longtemps pour découvrir que l'opération est un coup monté par l'association Provie (via ses relais « Alliance pour les droits de la vie ») de Christine Boutin, célèbre députée U.D.F. proche de l'Opus Dei. De plus, les signataires ne sont pas tous maires, beaucoup de pétitions ne sont pas signées ou encore ne souscrivent que partiellement au texte original. À noter un maire P.S. a signé (...). Du coup les associations pour le Contrat d'Union Sociale se mobilisent contre cette attaque, et réveillent les « pluriels ».

Le gouvernement prend note des remous soulevés dans l'opinion publique par le discours des associations intégristes, réactionnaires et fascistes autour du projet. Elisabeth Guigou pour « calmer le jeu » donne un premier coup de canif dans le contrat et pas des moindres : « ce projet ne sera ni un mariage, ni même un pas vers la reconnaissance du mariage homosexuel ». Le ton est donné!

Bien sûr, le gouvernement n'est pas sans ignorer que parmi les électeurs de gauche, il y a aussi « des gens qui ont d'abord à cœur de se préoccuper de la famille ». Je suppose qu'il faut entendre par là, la vraie famille, mariée devant le Monsieur le Maire de ses deux mariées avec enfants légitimés et tout le tsoin-tsoin.

Puis, pour mieux rassurer cette population frileuse mais qui vote, les « pluriels » décident que le futur PACS ne se signera pas dans les Mairies, mais dans les Tribunaux de Grande Instance.

Comme ça, les couples bigarrés ne risqueront pas de croiser les couples effarouchés de juste-correctement-mariés, ni de mettre mal à l'aise leurs familles, avant la traditionnelle photo cruche, sur les

marches de l'édifice communal public! Puis, très rapidement, on fout discrètement dans la poubelle de l'histoire le chapitre sur l'adoption d'enfants par des couples homos, ou de procréation assistée pour les contractant(e)s du PACS.

Pour justifier leur acte radical, les faiseurs de lois déclarent : « les militants qui veulent ouvrir aux homosexuel(le)s la possibilité d'adopter un enfant sont très minoritaires ». Torché, c'est emballé. Au moins, ça évite de risquer de perdre un gros paquet d'électeurs potentiels pour les prochaines européennes! Et puis ce qui chatouillait un peu l'électeur, c'était aussi le coté avantages fiscaux, héritages, accès aux mêmes

1997 et le scandale des alliances de présidents de régions avec le F. Haine aux régionales, est d'éviter de devenir les ringards réacs de droite face aux progressistes de gauche... Quel programme!

À part ça, vous pensez quoi du PACS, au RPR, à DL, à l'Alliance, à la moribonde UDF?

Bof... Peut-être bien que oui, peut-être bien que non... Faut voir... Si ça rapporte en voix d'un côté... ou de l'autre... va savoir... Bon, laissons ces vieux et jeunes ringards de toutes les politiques à leur mollesse habituelle.

Mollesse me fait penser à l'un d'entre eux, trop absorbé à écrire son torchon sur la préférence nationale,

raciste. Donc, tout le monde attend les propos du chef qui sans nul doute, seront une fois de plus très surannés... Pourrait-il s'empêcher de sortir l'artillerie lourde?

De toutes façons, les insultes du « Pen » sur le lobby gay égalèrent probablement en mépris, celles que la veuve Stirbois a adressées aux féministes lors de la clôture de l'Université d'été du F. Haine. En plus, elle a juré à la foule en extase que jamais elle ne deviendrait lesbienne, mais resterait toujours très, très près des hommes... Premièrement, personne ne lui avait demandé de devenir lesbienne selon toute vraisemblance et deuxièmement, comme le répète le bon sens

Allons, Monsieur le Vê-qué, il ne faut pas avoir peur pour les générations futures. À mon humble avis, les jeunes n'auront pas besoin d'aller au catéchisme pour éviter de faire un amalgame entre le mariage à grand tra-la-la et le contrat d'union! Plus généralement, l'épiscopat trouve que « l'on a été trop vite pour sortir ce projet ».

Et bien, on voit que le cul béni qui a sorti cette énorme sacro-sottise ne milite pas comme moi depuis 1972 dans les mouvements gays et libertaires! Je pense, au contraire, qu'on en a mis un temps pour accoucher de ce projet! Plus d'un gouvernement n'aura fait que tourner autour du-pot. Le « pluriel » n'aura qu'amorcé un petit pas de danse en avant le jour, deux pas en arrière la nuit, un pas sur le côté le matin et le soir, un pas de l'autre côté... Pour un autre Monseigneur de la clique, « on ne peut pas reconnaître un couple homosexuel, sinon c'est confondre les rôles, par exemple, entre un enfant et un adulte (NB : là, j'avoue que je suis total-largué, je ne vois pas du tout ce qu'il sous-entend...), ou entre un homme et une femme ».

Ah, entre un homme et une femme, là je comprends mieux le sous-entendu. Le bon vieux argument « cathodique » : ou tu es mâle, ou tu es femelle. Circulez, entre les deux, il n'y a rien à voir, sinon les anges...

Du côté de chez les huguenots, on s'avoue « pas enthousiaste ». C'est le moins qu'on puisse dire quand on lit la suite : « les églises protestantes sont pour la lutte contre l'ostracisme et la stigmatisation dont souffrent les homosexuels (tiens, je n'ai jamais eu de stigmates, moi!) mais avant tout pour le principe de la non-confusion et du respect de la différence des sexes qui constitue toute vie sociale ».

Tu peux répéter ton charabia, Monsieur Huguenot. s'il te plaît? Alors, tu veux ou tu veux pas?

Pour conclure, les curés, toutes tendances confondues (mis à part, bien sûr, les intégristes) sont nostalgiques du temps béni de « David et Jonathan » et autres camps pour homos déguisés en camps naturistes dans les années 60. Nostalgiques de leurs discours bêtifiants, moralisateurs et culpabilisateurs, quand ils régnaient sur la vie de ces « malheureux invertis, déviants et autres brebis égarées ». Ils auraient eu presque envie de nous aimer... en ces temps-là, où nous ne revendiquions que nos placards et nos cages aux folles ou à goudous... Décidément, ça n'a pas aéré le cerveau des curetons de leur enlever leurs soutanes, ils puent toujours autant le moisi et le renfermé.

La liberté est un éternel combat, mon fils... C'est ça, Père Dugland, depuis le temps que je me bats contre la connerie, je m'en étais aperçu tout, seul!

La liberté se prend, on ne « PACSiste » pas avec l'État!

**Patrick Schindler
CLAAASH, groupe F.A.
Paris 11^e.**



droits juridiques et fiscaux que les gens normaux... Alors, Bercy qui avait d'abord carrément sucé du contrat ce coté « basement matériel », sous pression de Mme Tascat, la seule membre de l'équipe gouvernementale chargée du dossier à être montée au créneau, est revenu sur ses positions. Au début, les PACSien(ne)s rempliraient leur déclaration commune d'impôts en 2000. Et puis après palabres, ce serait pour 2003, mais c'est ce qui va coûter très cher à l'État, qui est tellement pauvre (pas manger, pas travail, s'il vous plaît, pitié, chers contribuables). Pourquoi pas plutôt 2147... C'est un chiffre rond! Voilà pour les réticences de la gauche plurielle.

A droite, c'est plutôt du « ni oui, ni non »...

Passons rapidement sur les réticences de la droite face au projet. Cette droite, dont le seul souci après la claqué électorale de mai

pour s'intéresser à « ces gensfoutres de PACS... Comment déjà? »...

Et qu'en pense le parti nazi-nostalgique du Front de la Haine? Peu de déclarations officielles, à ce jour, signées du F. Haine; il faut souligner qu'ils orchestrent le concert des associations paravents qui luttent contre le projet. Et puis, les fascistes et leurs amis intégristes ont tellement l'habitude de « bouffer de la féministe, du pédé et de la gouine » à longueur d'année dans les pages de *National Hebdo*, de *Présent* ou du *Figaro-Magazine*, qu'ils doivent nous en réserver de bien pires au sujet du PACS.

Parions que tout le parti de la Haine attend le coup d'envoi des attaques soit sifflé par le Pen (centre convergent de tous les petits univers réactionnaires, révisionnistes et négationnistes de « notre beau pays »). Rappelons, pour mémoire et non sans plaisir, que le Maigret de Cornard a encore loupé, cette année, son entrée en scène comme vedette dans le grand show du parti

populaire, il ne faut jamais dire jamais! Enfin, même si un jour, elle devenait lesbienne, ça m'étonnerait en tous cas, qu'elle PACS ouvertement, ou qu'elle nous fasse une « sortie du placard »...

Pour la bonne bouche : la position « sainte » par le goupillon

L'épiscopat de « la fille aînée de l'église » n'a pas eu trop de trois jours pour donner son avis (passionnant) sur le projet du PACS, c'est non : il ferait doublon avec le mariage... Résumé des arguments des parties présentes au débat ~ Avant le début des discussions, les membres les plus libéraux du conseil des Evêques ne promettaient déjà « pas de miracles » et « émettaient de profondes réserves sur ce projet de loi ». Ces « libéraux » avaient « peur que les liens de la famille traditionnelle, déjà fragiles, ne le deviennent encore plus, par cette confusion des genres ».

LA RUSSIE ne fait pas l'explosive et la possible sociale. C'Lebed qui a heure pour sauveur sup Il faut dire des Russes Depuis plu consentis à pour accep rale. Salaires de six mois, ou versé en vu dans une Moscou. Lé respectée. L Pensions qui d'achat qua Inflation po fructifier (ce qui se protè tion). Du co l'apprentiss travail et des faire en eff brouiller en qui ensemble servir un po simplement c À ce jeu là, pas forceme utiles, ni les teueses qui naissance d' informelle, ment libéra s'enfoncer d ont du mal à combines, le plus ou moiré pour du

AU L'ir l'in app semble claire c mêmes métho listes. Mais cet tribunal supr géants d'Herri pour avoir simp de ETA et d'im Dans un mo d'exception. L l'ancien premie plus probant d l'encontre de s drons de la mo capables d'emp tures d'Amériq de l'intérieur, le Rafael Vera, à d les protéger en ment de Séguin relâché) et des teurs et la cons procureur et le d'exclure ces d judiciaires des 2 Si au premier nous montre qu de Marey en 19

RUSSIE

Quand une population touche le fond

LA RUSSIE TOUCHE ASSURÉMENT le fond aujourd'hui, qu'elle ne faisait qu'effleurer depuis 1991. La situation sociale est explosive et d'aucun s'inquiètent de la possible irruption d'une révolution sociale. C'est le cas du général Lebed qui attend probablement son heure pour apparaître comme le sauveur suprême de la Russie. Il faut dire que la grande majorité des Russes ont de quoi se révolter. Depuis plusieurs années, ils ont consenti à des efforts surhumains pour accepter la droite ligne libérale. Salaires versés avec des retards de six mois, ou pas versés du tout... ou versé en pneus comme cela s'est vu dans une usine de la banlieue de Moscou. Législation du travail plus respectée. Licenciements de masse. Pensions qui ont perdu tout pouvoir d'achat quand elles sont versées. Inflation pour inciter les riches à fructifier (ce sont toujours les riches qui se protègent le mieux de l'inflation). Du coup, la population a fait l'apprentissage de la précarité du travail et des doubles boulots. Que faire en effet si ce n'est se débrouiller en ayant plusieurs activités qui ensemble permettront de préserver un pouvoir d'achat ou tout simplement de survivre? À ce jeu là, on sait que ce ne sont pas forcément les activités les plus utiles, ni les personnes les plus vertueuses qui progressent. De là, la naissance d'une énorme économie informelle, c'est-à-dire complètement libérale. Ainsi, les vieux s'enfoncent dans la misère puisqu'ils ont du mal à s'insérer dans de telles combines, les salariés deviennent plus ou moins tous précaires, s'offrant pour des tâches diverses ou

offrant le fruit de leur travail pour un prix très faible. Ceux qui s'en sortent le moins mal se mettent même à épargner en prévision d'un futur incertain, apprenant ainsi une des règles de base du capitalisme! Puis, on vous dit que ce que vous avez épargné ne vaut plus rien ou que vous ne l'aurez pas! Il faut bien apprendre à laisser les banques s'occuper de votre argent sans vous. Tout le monde se précipite à la banque pour être sûr d'avoir un peu d'argent encore. Il n'y a vraiment aucune limite au dépouillement des populations.

Opulence et misère

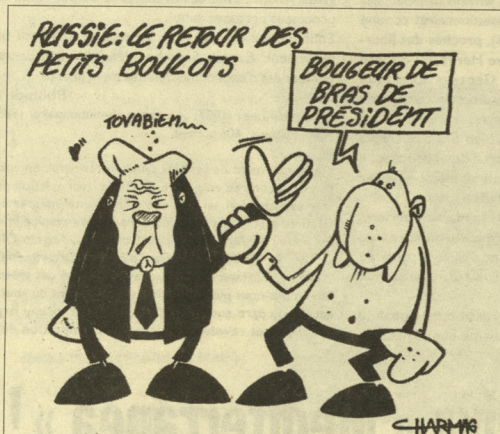
Car ce ne sont pas les investisseurs que l'on voit rapiner dans les marchés, essayer de vendre quelques kilos de champignons cueillis en douce pour pouvoir acheter du lait! Les crises épargnent toujours les mêmes et la Russie est complètement intégrée au club. Les médias cherchent bien à mettre l'accent sur telle ou telle déconvenue financière arrivée à tel investisseur ou à telle banque. Mais l'arbre de la faillite cache la forêt de la jouissance du travail d'autrui, des profits exorbitants accumulés pendant plusieurs années, des dupes multiples qui ont permis d'élever des empires. Gaussons-nous de ces capitalistes qui boivent la tasse à la faveur d'un mauvais coup financier et n'associons notre solidarité qu'à ceux qui n'ont jamais vécu sur le dos des autres et se retrouvent en première ligne! Une fraction de la population russe s'est enrichie de manière honteuse ces dernières années. En volant le travail de la population, en

volant les aides internationales que l'État complice lui reversait, en jouant avec la vie des populations. Ceux-là sont à l'origine de l'opulence régnante dans certains quartiers de Moscou, de la gangrène mafieuse et de la crise actuelle... Mais ce ne sont pas eux qui vont en souffrir le plus car ils peuvent se protéger. Rien que la détention d'informations et de moyens de circulation des capitaux permet d'échapper à la crise. C'est pour cela que la liberté de circulation des capitaux est cruciale pour un capitaliste. D'ailleurs, les investisseurs russes se sont mis à acheter des obligations allemandes dès la fin du mois d'août. Avec ça, au moins, on est sûr de la rentabilité même si elle est faible! La chute du rouble, que cela entraîne, est d'autant plus grave que 70 % des denrées alimentaires sont

importées. Cela veut dire que tout est plus cher. Les privatisations ont été menées à un rythme d'enfer. Très souvent, des entreprises ou des secteurs entiers ont été acquis à des prix soviétiques pour être revendus à l'étranger aux prix internationaux. C'est ainsi que plein d'anciens nervis du stalinisme se sont retrouvés à la tête d'une petite fortune. Comme ça n'allait pas encore assez bien, l'État s'est endetté pour compenser les pertes d'argent occasionnées par ses bradages et ses magouilles. La dette s'élève aujourd'hui, annuellement, au cinquième des richesses produites. Mais, comme, pour s'endetter, il faut montrer patte blanche au F.M.I., la Russie libérale n'a jamais fait marcher la planche à billets ou le déficit budgétaire (ne serait-ce que pour payer les salaires!). Ainsi, le

déficit budgétaire de la Russie était de 4 % en 1997. Alors, il a fallu tous les jours plus s'endetter! Tant que les prix du pétrole et du gaz présentaient une garantie réelle à l'endettement, la permissivité a régné. Mais quand les prix s'effondrent et que la colère gronde, il est temps pour les capitalistes de se tirer. Nous avons affaire à une presque banale purge économique faite sur le dos des populations! À cela, il faudrait répondre par une purge sociale et politique sur le dos de la bourgeoisie; cela s'appelle une révolution. Mais, le mouvement ne semble pas engagé en ce sens. D'autant plus que les informations sont rares sur les conflits sociaux. Pourtant, les mouvements se multiplient. Les mineurs ont été les premiers à réagir dès l'hiver dernier en bloquant la ligne de train joignant Moscou à la Sibirie pendant plusieurs jours. Puis, devant le refus de leur payer leur salaire, ils campent depuis trois mois devant le parlement à Moscou. Les enseignants sont sur le point de le rejoindre en cette rentrée qu'ils refusent de faire, n'étant pas payés depuis plus de six mois. Les risques de contestation sociale sont tellement grands que même le Premier ministre libéral s'apprête à faire une émission de monnaie pour payer certains salaires en retard afin de calmer le jeu. Ce n'est pas de ces pansements que la population a besoin. Comme toutes les autres populations soumises à la loi inhumaine du capitalisme, il faut entamer la construction d'un mouvement de solidarité et de combat contre les profiteurs. C'est bien là la seule alternative crédible aujourd'hui.

Most



ESPAGNE

Le procès des G.A.L.

AU LENDEMAIN DU REFUS D'UNE SOLUTION négocier à l'irlandaise de la part du gouvernement espagnol, et de l'incarcération des ministres responsables des G.A.L. appartenant au P.S.O.E. (parti socialiste en Espagne). Il semble clair que le parti populaire au gouvernement reprend les mêmes méthodes répressives en Euskadi (pays basque) que les socialistes. Mais cette foi-ci c'est par un arsenal de lois d'exception et d'un tribunal suprême qu'ils se permettent de condamner les 23 dirigeants d'Herri Batasuna (vitrine légale de ETA) à sept ans de prisons pour avoir simplement diffusé la vidéo de l'alternative démocratique de ETA et d'interdire le journal d'Herri Batasuna Egin.

Dans un monde où la lutte antiterroriste justifie toutes les mesures d'exception. Le procès G.A.L. à fait figure d'un boomerang pour l'ancien premier ministre Felipe Gonzalez mai c'est aussi l'exemple le plus probant de ce que peut se permettre un État démocratique à l'encontre de ses ennemis politiques. En créant de véritables escadrons de la mort antiséparatistes basques, ils ont révélé qu'ils étaient capables d'employer les mêmes méthodes répressives que les dictatures d'Amérique latine. Malgré le jugement sévère de l'ex-ministre de l'intérieur, le socialiste José Barrionuevo et de son ancien adjoint, Rafael Vera, à des peines de dix ans. Il semble que la justice ait voulu les protéger en ne les condamnant que sous les seuls chefs d'enlèvement de Segundo Marey (enlevé par erreur par les « galeux » puis relâché) et détournement de fonds, excluant l'association de malfaiteurs et la constitution de bande armée, pourtant réclamée par le procureur et le juge d'instruction. Ce qui a pour conséquence d'exclure ces deux personnages concernant les prochains épisodes judiciaires des 27 assassinats des G.A.L.

Si au premier abord ce procès semble être basque espagnol les faits nous montrent que tous les attentats des G.A.L. depuis l'enlèvement de Marey en 1983 ont été perpétrés en France avec l'aide de certains

policiers français. Comme dans un mauvais roman policier, lors de la procédure : plus les implications de l'État français étaient claires, plus des zones d'ombre ralentissaient l'enquête. Une heure après l'enlèvement de Marey, l'ex légionnaire français Pedro Sanchez est arrêté dans la voiture du rapt, en possession d'armes, d'une bombe paralysante et d'une quarantaine de documents (des archives de la police espagnole, et des photocopies de cartes d'identité de réfugiés, provenant des renseignements généraux et de la sous-préfecture de Bayonne). Incarcéré, il sera remis en liberté en juin par le juge palois Svhian. Ce dernier n'a retenu aucune charge contre lui. Sanchez sera arrêté une seconde fois et mourra dans des circonstances obscures à la prison de Gradiignan en Gironde

Les implications de l'État français

Un rapport d'enquête du CEDRI (comité d'enquête sur les violences des droits de l'homme en Europe), informe en 1982 que Sanchez avait donné des noms et éclairé certaines filières. Le juge d'instruction et certains policiers avaient obtenu de précieux renseignements dès 1983, il existe une complication au moins par omission et passivité entre certains magistrats, des policiers des Pyrénées Atlantiques et la police espagnole.

Mohamed Talbi mercenaire impliqué dans l'enlèvement de Marey, arrive lors de son procès en 1987 à Pau avec un écriteau « la police de Biarritz connaissait tous les projets d'attentats des terroristes policiers français et espagnols, dès décembre 1983 ». Francisco Alvarez chef de la police antiterroriste de Bilbao, a déclaré devant le juge Garzon que la police française était impliquée dans les attentats des G.A.L.

Mais toutes ces déclarations ne sont pas des preuves valables pour la justice française. Ce qui lui permet de ne pas instruire les plaintes

des familles des victimes. Quand aux barbouzes qui ont grossi les rangs des GAL, dès que certains ont voulu porter plainte contre les commanditaires des attentats... ils sont tous morts de façon suspecte. Enfin, le juge Christophe Seyes à l'époque en fonction qui a joué un rôle fondamental dans toutes les affaires des G.A.L., y compris en Espagne témoigne dans l'*Humanité* du dimanche du 15 février 1996 « Le jour où des noms de fonctionnaires français sont apparus dans mon enquête, on m'a fait comprendre que la collaboration que j'étais en droit d'attendre serait limitée au maximum ».

Tous ses témoignages laissent à penser que ses opérations n'ont pu être réalisées sans l'assentiment ou simplement la connaissance des faits par les représentants de l'État français de l'époque. Pourtant, ces derniers temps, la justice française continue de soutenir la thèse que aucun fonctionnaire n'est impliqué dans les affaires des G.A.L. Ainsi le 5 février 1997, la cour d'appel de Pau condamne le journal *Enbata* à 210 000 F et un militants du groupe politique Herriaren Alde à 105 000 F en diffamation. Ils ont été poursuivis par la justice pour avoir simplement repris le témoignage du policier espagnol Lopez Carillo impliquant plusieurs policiers français. Enfin il faut rappeler que les G.A.L. ont tout de même effectué entre 1983 et 1987, 40 attentats, faisant 27 morts et 30 blessés entre Hendaye et Mauléon, parmi les réfugiés politiques basques et la population du Pays Basque Nord. C'est le groupe le plus meurtrier sur le territoire français depuis la guerre d'Algérie. Les fameuses zones d'ombres ainsi que les disparitions suspectes dans cette affaire nous montre l'importance des enjeux et des implications politiques de chaque coté de la frontière.

Des têtes vont sûrement encore tomber, mais il semble que certains protagonistes français soient encore tranquilles pour de nombreuses années.

Rémi - groupe Emma Goldman (Bordeaux)

CINÉMA

L'homme, le cochon (l'homme, un porc ?). Venise (2)

UNE PARENTÉ homme-cochon se faufile en filigrane dans beaucoup de films de la 55^e Mostra de Venise. Dans *Traps* de Vera Chytilova, un rasoir bistouri coupe les couilles aux petits porcs mâles. Une belle vétérinaire effectue le geste avec habileté. Cela nous est montré pour éviter de nous faire voir le même geste répété sur la personne de ses violeurs. Chytilova veut « couper » la bêtise et la connerie, elle réalise un film coup de poing qui épingle gentiment corruption, fonctionnaires et publicitaires. Lucian Pintilie fait évoluer son jeune héros dans une porcherie. Ou il semble plus libre que dans les autres moments de sa vie. Il est affectueux avec ces bêtes et elles le lui rendent bien.

Le film *Terminus Paradis* renoue avec la veine de son meilleur film *Le chène* et montre la violence de l'État et de la Famille (les deux institutions sont montrées comme une continuation du règne Ceaucescu). La dictature est perpétuée, même par des gens inoffensifs. Ainsi est anéanti le bonheur de très jeunes gens, écrasé l'initiative et l'esprit d'invention. Lucian Pintilie insiste sur le double endoctrinement, religieux et marxiste, qui pèse sur ses compatriotes roumains. « qu'il regarde avec un dégoût froid, avec horreur. » D'autres porcs gros et gras se promènent dans d'autres films, mais la palme du porc le plus surprenant revient à *Chat noir, chat blanc* de Kusturica. Dans ce film truculent, une carcasse de voiture est littéralement mangée par un porc ! Il semble aimer !

Kusturica rafle avec son épopée gitane un lion d'argent, Pintilie obtient le Grand Prix du Jury. Le Lion d'or va à un film italien : *Così ridevano* de Gianni Amelio. Il y a quelques années, Gianni Amelio



avait réalisé un film sur la question albanaise en ne ménageant personne et surtout pas les Italiens, *Lamerica*. Dans *Così ridevano* le mythe d'une meilleure vie grâce à l'instruction vole en éclats. C'est un film terrifiant sur la trahison par amour, l'oppression exercée par le grand frère qui sacrifie la vie du frère cadet. Rarement on aura vu la correspondance entre ces Italiens du sud arrivant à Turin et les immigrés d'aujourd'hui. L'amour est l'enfer où l'opresseur et l'opprimé n'arrivent plus à se regarder en face.

Du faux-vrai noir et du vrai-faux rouge

De l'ex-Yougoslavie ne venait pas seulement le Kusturica, mais aussi un film de Goran Paskaljevic *Baril de poudre*. Thèse : un homme n'existe que s'il s'impose par sa virilité machiste. Le faible est humilié, on assassine son meilleur ami parce qu'il a couché avec la femme vingt ans auparavant etc. Scénario vraisemblable, violence insoutenable, ce fut le sujet d'innombrables engueulades entre critiques et festivaliers. À côté de ces machines à vous tordre les boyaux tellement c'est

noir et dégueu, un film jeune pleine de couleurs et de vitesse est passé à la trappe. *Lola court* (Lola rennt) était trop simple, ses ruses virtuelles (quand elle se met à courir, un personnage de BD typé comme Lola-cheveux rouges, jupe courte et tenue estivale se met à courir avec elle sur l'écran d'un téléviseur) étaient pourtant fort sympathiques. Mais c'est vrai, tout cela est sans intrigue notable, il s'agit juste de trouver 100 000 DM. C'est une somme ridicule, puisqu'on peut la gagner au casino ! et elle ne tuera personne. Quel ennui !

Rabattions-nous sur Abel Ferrara. Son *New Rose Hotel* est une pure merveille cinématographique, mais il ne s'y passe rien. Tout est dans la tête du personnage. Et si tout ça n'était pas assez cochon ?

Heike Hurst (Fondu au Noir)

LECTURE

L'écriture lot koté la mère

André Robèr

NOTRE COMPAGNON André Robert fait paraître son premier recueil de poésie illustré de quelques uns de ses dessins.

Mais, si vous ne le connaissez pas, ne croyez pas qu'il débute en création artistique. ou en anarchie, ce qui est la même chose. Pour les dix ans de Radio libertaire (1991), dont il anima une émission sur la peinture, il fut à l'origine d'un colloque passionnant sur « L'Art et l'Anarchie » rassemblant peintres dessinateurs et poètes. Un ouvrage, devenu rare, fut publié à cette occasion.

Le Poète

Tantôt en langue créole tantôt en français, les poèmes d'André Robert font le lien entre Marseille ou il habite et La Réunion ou il est né. Une vieille relation faite d'amour et de violence, de révolte contre l'arrogance et la domination des maîtres de tous les temps et de toutes les espèces.

On raconte que La Réunion doit son nom à la Convention qui en 1793 voulut en le choisissant symboliser la réunion des gardes nationaux parisiens et des fédérés marseillais pour déboulonner de son piédestal le roi Louis

à la petite semaine Les trotskistes

En 1929, la dégénérescence du grand État ouvrier ne cessant de s'aggraver, naissait la Ligue communiste, première organisation française officiellement trotskiste.

Presque aussitôt, un premier différend entre militants entraîne la création de l'O.U. puis de la G.C., tandis que les bordiguistes font bande à part. En 1933, une tentative d'unification débouche sur une nouvelle scission qui voit naître l'U.C. À partir de 1935 et jusqu'à la guerre une crise succède à cette crise. Se constituent alors les G.B.L., la J.S.R. et le groupe La Commune, d'où sortiront les G.A.R. et le P.C.I. Un rapprochement éphémère entre trois de ces groupes amène à la formation du P.O.I., qui se désagrège très vite. Une partie de l'ex-P.C.I. met alors sur pieds le C.C.I., d'autres militants fondent les Comités pour la IV^e Internationale, d'autres encore l'U.C.I., qui donnera la V.O. puis L.O., l'actuelle formation d'Arlette et Hardy. Le P.O.I., lui se transforme en P.C.I., à côté du rival petit groupe Octobre. Vous suivez ?

Après guerre, l'ex-P.O.I. et la tendance S.B. quitte le P.C.I. sans pour autant rejoindre l'U.C.I. L'ambiance est à la camaraderie haineuse que les pablistes s'appliquent à envenimer. Désaccords, divergences, discords, dissensions, brouilles, désunions, mésententes et divisions marqueront les décennies suivantes, portant le plus souvent sur des questions capitales comme la caractère ouvrier ou non des États birman et guinéen dans les années 60.

Restent aujourd'hui, en gros, la L.C.R., issue de l'ex-P.C.I. et de la J.C.R. ; le M.P.P.T. ou P.T., émanation de l'ex-O.C.I. et de ses filiales, l'A.O. et l'A.J.S., le C.L.E.R. et la F.E.R. ; L.O., héritière de l'ex-U.C.I. et actuel parent de l'U.C. ; on trouve aussi la V.T. et la L.T.F., le G.M.R. et le P.C.R.T. ayant disparu.

Depuis quelques jours, une question se pose, fondamentale : le rapprochement entre L.O. et la L.C.R. pour une liste commune aux européennes va-t-il bien dans le sens de l'Histoire ?

Floréal



Librairie du Monde libertaire expo

du 30 septembre au 6 octobre

Rencontre et bavardage avec Martin Gerboc le 2 octobre à 18 h 30.

145, rue Amélot, 75011 Paris

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 24 septembre à 18 heures :
Ci Vis Pacem : Musiques pour abolir l'OTAN.

jeudi 24 septembre à 20 h 30 :
Microclimat : Où en sont les sectes ?

vendredi 25 septembre à 17 heures :
Reflex : L'A.M.I. avec Susan George, présidente de l'Observatoire de la mondialisation.

Samedi 26 septembre à 11 h 30 :
Chronique syndicale : La réduction du temps de travail.

mercredi 30 septembre à 10 h 30 :
Blues en liberté : JL Hooker des années 50 à nos jours.

XVI., cet insipide Bourbon. S'unir pour chasser un maître...

D'un bout du Monde à l'autre...

Dans le « farfar » de Robèr, à Marseille et à La Réunion, loin de l'autre côté de la mer, dans sa besace gonflée des vents tamouls de l'Inde, chargée des racines odorantes du vétiver, ce parfum qui ne suffit pas à éloigner les insectes-colonisateurs, c'est plein d'amour et de cris.

Les gants de boxe d'Arthur Cravan s'éclaircissent d'un soleil noir. Un peu d'espoir avec Max Stirner qui nous « désoit la Kroyans » ; on entend le tambour des Malabars ; on aspire le goût du rhum et des « litchis ».

En parler créole ou français, sur le fil fragile qui relie le pays natal et Marseille, André Robèr nous peint ses rêves et ses révoltes, ses amours et ses noirs colères.

Réunis... pour se rendre libres...

Fil symbolique, lien nécessaire et libertaire que celui-là qui nous rappelle les premiers coups de boutoir des

« Fédérés » de 1792 contre les monarches de droit divin, dont la République néo-jacobine a pris sans honte la méprisable relève.

Symbole aussi des spéculations capitalistes des marchands et des maîtres d'esclaves, qu'ils soient royaux, impériaux ou républicains.

Du Bourbon au Bonaparte, en passant par les Compagnies des Indes, ces multinationales du XVIII^e siècle, ce fut à qui tirerait le plus grand profit de la sueur d'hommes asservis.

Il est plus que jamais actuel le chant du poète, s'il peut réveiller les « Z'oreilles », qui après avoir coupé celles des esclaves sont restés sourds à la justice dans la liberté.

L'œuvre de solidarité anti-autoritaire qui, en 1792, fut à l'origine du nom de Réunion s'est interrompue. Il reste à la poursuivre. C'est bien à cette tâche que se sont attelés les jardiniers-poètes de l'Anarchie, qu'ils soient réunionnais, marseillais ou d'un autre côté de la mer : On dit en effet que la devise de l'Île de La Réunion est : « Je fleurirai partout où je serai porté... »

Archibald Zurvan

Éditions K'A (Marseille) et Grand Océan. (Saint-Denis de La Réunion)

Budget 1999

Jospin, le clone de Balladur

PENDANT LA CAMPAGNE DES législatives de mai 1997, les socialistes ont affirmé vouloir mener une « autre politique ». Vous me direz, c'est bien le minimum que l'on peut attendre d'une opposition. Mais au-delà de cette affirmation convenue, ils cultivaient le flou tout en prêchant la patience : « de petits pas certes mais sur le bon chemin... ». Leurs alliés de la gauche plurielle jouaient le jeu, fourbissant leur rôle « d'aiguillon » pour se faire mousser sur la scène du pouvoir. Contrairement à l'effet d'annonce de mesures symboliques et compréhensibles par tous, la préparation du budget de l'État est un long marathon qui paraît technique et peu politique. Pourtant, cet exercice est riche d'enseignements. Il permet de cerner la logique de la politique gouvernementale.

40 milliards pour le patronat

Pour le budget 1998, dessiné au cours de l'été 1997, la gauche au pouvoir pouvait avancer des alibis de circonstance. S'il ne portait que très partiellement la griffe « gauche plurielle », Jospin et consorts pouvaient prétendre avoir été pris de cours par la dissolution... Il n'en va pas de même du budget 1999 dont l'ébauche vient d'être présentée, le 9 septembre, devant la commission des finances du Parlement. Même de l'étroit point de vue « gestionnaire » commun aux politiques de gauche comme de droite, de réelles marges de manœuvres budgétaires existent : 54 milliards de francs de recettes nouvelles sont attendues en 1999 (74 milliards si l'on intègre la hausse des prix). En effet, et ce malgré la crise qui frappe durement l'Est asiatique et la

Russie, les perspectives de croissance demeurent bonnes, tirées par une forte demande en Europe et aux États-Unis. Dans ce contexte, la gauche plurielle saisit-elle l'occasion de mettre en pratique la « nouvelle politique économique » qu'elle appelle de ses vœux ? Au risque de décevoir les naïfs, la réponse est bien évidemment non. Souvenons-nous qu'en 1993, le P.S. avait vivement reproché à Balladur de donner purement et simplement, sans la moindre contrepartie, 95 milliards de francs au patronat, sous la forme de la suppression du délai d'un mois dans les remboursements de la T.V.A. Or, dans le budget 1999, les quelques mesures prises en faveur des ménages sont purement symboliques, particulièrement pour les plus modestes (1). Pour le patronat, en revanche, l'heure est à la générosité.

Pour la seule année 1999, l'allègement de taxe professionnelle (TP) portera sur 7,2 milliards de francs, à quoi il faut ajouter 5 autres milliards liés au fait que la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés (IS) sera ramenée, en 1999, de 15% à 10%. De plus, le gouvernement a annoncé que la baisse de l'IS serait amplifiée en l'an 2000 et celle de la TP durant quatre ans, l'allègement fiscal global pour ces deux prélèvements devant atteindre au total près de 40 milliards de francs (2). Tous ces cadeaux s'accompagnent bien évidemment d'une absence totale de contrepartie, le gouvernement de gauche se fiant pleinement au grand cœur légendaire du patronat français...

Après l'insignifiante hausse du SMIC en juillet et l'annonce de l'indexation des retraites en 1999 sur la hausse des prix (3), ce projet de budget démontre à nouveau que la gauche



L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale », brochure réalisée par l'Union régionale Rhône de la Fédération anarchiste au printemps 1996 vient d'être rééditée pour une troisième fois aux éditions du Monde libertaire. Le but de cette brochure n'est pas de livrer un programme et une quelconque « ligne » révolutionnaire mais de servir d'outil militant, en permettant à ceux et celles qui ne connaissent pas, ou mal, l'anarchisme de le découvrir ou de mieux l'appréhender.

L'enjeu, pour nous anarchistes, est de faire en sorte que le mouvement social qui émerge se développe sur des bases anticapitalistes et libertaires. À nous d'avancer notre projet de société mais aussi nos pratiques dans les luttes sociales afin de refaire de notre mouvement une force politique et sociale conséquente, capable d'influer sur le cours des événements. Prix 20 F (+ 10% de port), à commander à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

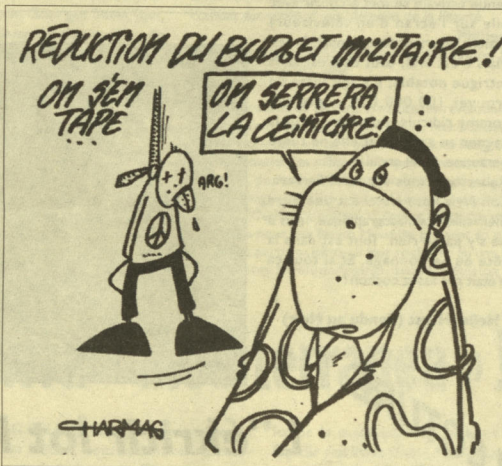
plurielle souhaite maintenir une politique libérale d'austérité, évidemment pas pour tout le monde, et ceci malgré les profits florissants qu'affichent les grandes entreprises.

Les critiques venues du P.C.F.

Dans le jeu de rôle que pratique la gauche plurielle, le P.C.F. a bien sûr sa petite musique, affirmant par la voix d'Alain Bocquet que « le projet de budget pour 1999 manque de l'ambition sociale que devrait avoir le premier budget de la gauche ». Mais les critiques communistes restent modérées : Jospin a été suffisamment habile pour leur donner un os à ronger : un relèvement symbolique de l'impôt sur la fortune (4). D'ailleurs, le P.C.F. semble avoir bien du mal à définir une « ligne » politique, le député Christian Cuvilliez, membre de la commission des finances, jugeant ce budget « socialement beaucoup plus discrets. Pour les satisfaire, Jospin s'est contenté de les « acheter » en augmentant de

15% l'enveloppe du ministère de l'environnement. Pour tous les politiques de la gauche plurielle, l'enjeu réel est ailleurs. Toute leur attention est déjà focalisée sur la préparation de la prochaine échéance électorale, les européennes de juin 1999.

Patrick (gr. Durruti)



(1) Essentiellement, la baisse à 5,5% de la T.V.A. applicable aux abonnements EDF-GDF, la gratuité des cartes d'identité et la suppression de la taxe d'examen pour l'obtention du permis de conduire, le tout pour un montant cumulé estimé à 5,2 milliards de francs.

(2) L'indexation sur les salaires est plus favorable pour le pouvoir d'achat des retraités.

(3) Pour comprendre l'importance de ces « petits cadeaux », rappelons que l'impôt de solidarité sur la fortune, alibi fiscal de la gauche, n'a rapporté que 8,9 milliards de francs en 1996.

(4) Selon les prévisions du gouvernement, « la lutte contre l'évasion fiscale des grandes fortunes et le relèvement du taux maximum d'imposition de l'ISF » devrait rapporter 2 milliards de francs supplémentaires à gauche... En réalité, cette hausse du rendement prévisible de l'ISF s'explique essentiellement par deux effets mécaniques : le haut niveau des cours de la Bourse et l'arrêt de la baisse des prix de l'immobilier.

A qui profite la crise?

suite de la première page

système mais d'adaptation de celui-ci pour un accroissement des profits!

Moralité? Seule l'internationale fera le printemps!

Que pouvons-nous retenir de tout cela? Déjà, que la menace d'une crise mondiale sera, une fois de plus, largement utilisée par les classes dominantes, pour renforcer le sentiment d'insécurité des salariés, en agitant sous notre nez la menace de la « crise-cyclone international-qui-nous-balayera-si-nous-ne-sommes-assez-compétitifs-et-concurrentiels », etc.

On voudrait donc nous persuader que nous n'avons pas le choix. Nous devrions accepter de nous serrer la ceinture, de travailler mieux et plus vite! « Privatiser ou mourir » est devenu le leitmotiv des gérants du pouvoir. Après France Télécom, c'est EDF-GDF qui doit passer à la casserole (pour l'ouverture à la concurrence en février 1999). La menace de la crise, encore, pour dissuader les mouve-

ments de grève et discréditer ceux qui oseraient mettre en danger de croissance zéro notre pauvre P.L.B. moribond!

Mais, si l'on veut bien trouver quelque aspect positif dans cette affaire, il faut voir que le contexte nous aide, de fait, à affirmer qu'aucune solution ne peut se trouver dans le cadre étroit d'une nation! Même si nombre de personnes feignent d'ignorer ce qui se passe à l'étranger (en se repliant frileusement sur leur quotidien), chacun se rend bien compte que l'on ne peut rien gagner si l'on se bat uniquement à l'échelon local. Nous sommes contraints et forcés de lutter sur un plan mondial, qu'on le veuille ou non!

Cependant, cette prise de conscience et surtout sa mise en pratique, sont laborieuses! Si des mouvements sociaux « transfrontaliers », au niveau de l'Union européenne commencent tout juste à s'ébaucher, en restant très symboliques, (voir récemment le mouvement des routiers et plus anciennement celui des Vilvorde, ou la mobilisation des travailleurs de l'Énergie, etc.), nous som-

mes encore loin d'avoir les moyens de nos ambitions syndicales et/ou politiques. Une vaste organisation de travailleurs, capable de coordonner efficacement les luttes au-delà des frontières, ne semble pas prête de naître dès demain!

Mais concrètement, et c'est bien notre rôle, nous pouvons intégrer aux luttes, menées ici, des revendications basées sur le principe de la solidarité internationale. Comment? En dénonçant les délocalisations et les politiques d'exploitation menées par les firmes françaises, en Chine, en Amérique latine ou ailleurs, en organisant des boycotts de la production des firmes en question! Nous pouvons, par des échanges directs, et bien sûr à la mesure de nos moyens, renforcer des liens de solidarité (de classes), faire connaître des expériences originales, organiser des échanges réguliers d'information; et exiger la régularisation de tous les sans-papiers, etc! Il y a mille choses à faire pour l'individu qui ne veut pas se résigner!

Régis. - groupe Kronstadt (Lyon)

A G E N D A

Vendredi 25 septembre

MONTPELLIER : Le groupe « Un Autre futur » de la F.A. vous invite à un apéro de rentrée de l'Antre Anar à 19 heures au 5, rue Jeanne-d'Arc. Tous les vendredis à 20 heures vous êtes conviés à l'Antre Anar aux soirées du café libertaire.

Samedi 26 septembre

NIMES : Manifestation à l'appel du groupe du Gard de la Fédération anarchiste à 10 h 30 à la Maison Carré à Nîmes « Contre l'incinération et pour la réduction et le recyclage des déchets ménagers ».

LYON : Pot de rentrée de l'union locale Lyon de la Fédération anarchiste à 17 heures à la librairie la Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er}.

LYON : L'Union locale de la Fédération anarchiste sera présente de 10 à 12 heures sur le marché de Bron (commune socialiste de Queyranne) sur la place Jean-Moulin afin de défendre le Monde libertaire dans son procès contre le socialiste Pajon.

PARIS : Rencontre-débat avec Casquette à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire à l'occasion de la sortie de son livre « La guerre des pauvres » au éditions des Rejetés.

Samedi 3 octobre

PARIS : Rencontre-débat avec l'équipe de la revue Itinéraire à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire à l'occasion de la sortie du dernier numéro, consacré à Elisée Reclus.